

M. Ellis: Vous formulez un grief contre les griefs.

M. Byrne: A mon sens, le Gouvernement a agi sagement jusqu'ici et je le supplie d'aller plus loin en accordant une augmentation. Mais on ne peut dire que le Gouvernement s'est rendu coupable en n'annonçant pas ses intentions, s'il ne se propose pas d'augmenter les pensions; et nous n'avons pas l'assurance qu'il ait cette intention de l'augmenter. Nous n'avons pas eu non plus l'assurance du contraire. Je traite donc cette question ce soir, comme je l'aurais fait et comme j'étais disposé à le faire lorsque la Chambre a été saisie de la motion de l'honorable représentant de Vancouver-Sud, mais je n'ai pas mes notes sous la main.

M. Knowles: Elle ne sera pas mise en délibération.

M. Byrne: Ainsi qu'on l'a signalé, si l'on ne participe pas à ce débat, l'honorable représentant de Winnipeg-Nord-Centre supposera, —ou bien, qu'il le suppose ou non, il parcourra le pays en le disant,—qu'aucun député libéral ne s'est intéressé aux vieillards pensionnés. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

M. Knowles: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. Je me suis donné la peine de nommer treize députés libéraux qui, au cours de la session, ont déclaré qu'on devrait agir à ce sujet.

M. Byrne: Je suis tout à fait de l'avis de l'honorable député.

M. Knowles: Ces 13 ne comprenaient pas mon honorable ami.

M. Byrne: Je reconnais que mon honorable ami a mentionné treize députés libéraux qui ont déjà participé au débat. Mais il a subitement décidé qu'il avait un grief sérieux contre le Gouvernement.

M. Ellis: L'inaction semble vous satisfaire.

M. Byrne: Elle ne me satisfait pas, monsieur l'Orateur. Quiconque se déclare satisfait dans ce monde, disparaîtra de la surface de notre globe. Les députés devraient le savoir. Personne de nous n'est jamais satisfait, mais nous gardons une juste perspective en ce qui concerne nos exigences, tout en essayant d'agir d'une façon qui convient à l'économie canadienne. Nous ne nous précipitons pas dans des entreprises illimitées comme celles que réclament certains députés d'en face. Tous ceux qui siègent de ce côté-ci sont compatissants et veulent qu'on fasse tout ce qui est possible pour les pensionnés.

Mme Fairclough: Cela suffit.

M. Byrne: Les honorables députés semblent très pressés.

M. Barnett: Je voudrais savoir si l'honorable député s'imagine que l'honorable représentant de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) est le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

M. Dickey: L'honorable représentant de Winnipeg-Nord-Centre n'est que le chef de claqué.

M. Byrne: Je ne m'illusionne pas. Lorsque le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social prend la parole, c'est toujours pour faire aux délibérations un apport sérieux, conforme au Règlement, et jamais il ne se ferait du capital politique avec la misère des vieillards.

Des voix: Oh, non.

M. Knowles: Même vos collègues en rient.

M. Byrne: Je me préoccupe pour l'instant, comme je l'ai dit, de l'observation du Règlement et l'honorable représentant qui a soulevé le grief y a fait un joli accroc.

M. l'Orateur: Le débat sur le grief soulevé par l'honorable représentant de Winnipeg-Nord-Centre a-t-il pris fin? L'honorable représentant de Kamloops.

FRUCTICULTEURS DE COLOMBIE-BRITANNIQUE— DEMANDE D'UNE SUBVENTION D'APPOINT

M. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, je tiens à exposer très brièvement la situation malheureuse où se trouvent les producteurs de pommes de la Colombie-Britannique. On sait que la circonscription que je représente compte un grand nombre de producteurs de pommes. Par suite des difficultés qu'ils ont eu à vendre leur récolte en 1955, ces producteurs se trouvent en très mauvaise posture.

Il arrive parfois, lorsqu'on soulève ici des problèmes intéressant l'agriculture, que des députés qui ne viennent pas de régions agricoles soient portés à dire que les cultivateurs demandent encore l'aumône. Je tiens à signaler que les fructiculteurs de la Colombie-Britannique ont touché, en 14 ans, de 1941 à 1954, malgré de rudes hivers qui ont détruit une grande partie de leurs vergers et malgré des récoltes déficitaires et la difficulté de vendre leurs produits, une aide du Gouvernement (et je parle du Gouvernement dans un sens relatif) qui s'est élevée à \$3,-622,807.17.

Le très hon. M. Howe: Seulement cela!

M. Fulton: Environ \$250,000 par année.

Le très hon. M. Howe: A peu près un dollar la pomme!